

# Dossier « Ehpad ».

Une enquête **MédiaChartres**, en collaboration avec plusieurs confrères.

VICTOR CASTANET

## LES FOSSOYEURS

RÉVÉLATIONS SUR LE SYSTÈME  
QUI MALTRAITE NOS AÎNÉS

fayard

« Nous signalons, la sortie de l'excellent livre de **Victor Castanet** (journaliste) sur le thème.

### Résumé

Trois ans d'investigations, 250 témoins, le courage d'une poignée de lanceurs d'alerte, des dizaines de documents explosifs, plusieurs personnalités impliquées...

Voici une plongée inquiétante dans les secrets du **groupe Orpéa**, leader mondial des **Ehpad** et des cliniques. Truffé de révélations spectaculaires, ce récit haletant et émouvant met au jour de multiples dérives et révèle un vaste réseau d'influence, bien loin du dévouement des équipes d'aidants et de soignants, majoritairement attachées au soutien des plus fragiles.

**Personnes âgées maltraitées, salariés malmenés, acrobaties comptables, argent public dilapidé... Nous sommes tous concernés.** Victor Castanet est journaliste d'investigation indépendant. Durant trois ans, il a résisté à toutes les pressions pour livrer ce document éprouvant, tirant peu à peu les ficelles d'une incroyable enquête. Au nom de son grand-père

[https://fr.news.yahoo.com/propos%C3%A9-15-millions-deuros-laut-120244335.html?guccounter=1&guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly9tYWls](https://fr.news.yahoo.com/propos%C3%A9-15-millions-deuros-laut-120244335.html?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly9tYWls)

[MDIub3JhbmdlLmZyLw&guce\\_referrer\\_sig=AQAAAAo9vPtLPs0CnUKR2Ppj8YyPYUd3ZDAg-ISKLKibxpzh4wwzZk1ruMfto00ZXTr4XRg-ab8TCeUXG6T6Muf\\_eBFDM1yZ0Fw4eCEeDzdh306ahDyvYzElQKaBIOtG5pxmdg o9kcXJYajVIRDGdogUFubp7CocvomNaHnFwVppI\\_kG](https://actu.fr/ile-de-france/neuilly-sur-seine_92051/soupcons-de-maltraitance-dans-un-ehpad-de-neuilly-sur-seine-une-inspection-menee_48268800.html)

**Dernière**

**minute:**

[https://actu.fr/ile-de-france/neuilly-sur-seine\\_92051/soupcons-de-maltraitance-dans-un-ehpad-de-neuilly-sur-seine-une-inspection-menee\\_48268800.html](https://actu.fr/ile-de-france/neuilly-sur-seine_92051/soupcons-de-maltraitance-dans-un-ehpad-de-neuilly-sur-seine-une-inspection-menee_48268800.html)

Le groupe « **KORIAN** » est également visé ! (et pour les mêmes raisons).



La population Française « **vieillissante** » est une « **manne financière** », pour **les arrivistes sans scrupule**.



**Les Holdings** foisonnent et développent des résidences séniors, partout sur le territoire.

Elles bénéficient, de subventions de l'État, pour payer le personnel, qui ... n'est pas toujours vraiment à la hauteur (lorsque il est présent) !

Elles sont dans un cadre juridique, « **très flou** » et sous « **aucun contrôle** » ?

Les séjours sont très coûteux, pour des prestations à minima et discutables (au mieux).

**MédiaChartres**, appel de ses vœux, une rapide réglementation spécifique, concernant les « **supermarchés du 3ème age** » .

Patrick Maresko

(ci-dessous, une partie de la publication de notre confrère).



**Sujet: Maltraitance en Ehpad : une indignation feinte et insuffisante !**

PAR MATHILDE GOANEC de **Médiapart**:

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 26 JANVIER 2022

-Les pouvoirs publics font mine de découvrir que le puissant groupe **Orpea** se joue des règles dans ses Ehpad. Mais la maltraitance, les conditions de travail dégradées et la répression syndicale sont sur la table depuis des années, sans que jamais le système de financement ne soit remis en cause.

Que ne savaient-ils pas, au juste? Depuis mardi soir et la sortie du livre « **Les Fossoyeurs** » de **Victor Castanet** sur les **Ehpad** et **Orpea**, le gouvernement pousse des cris d'orfraie et c'est l'affolement général au royaume de l'or gris.

**Le groupe Orpea dévisse en Bourse**, son directeur général est convoqué manu militari par l'exécutif tandis que le ministre de la santé fait état, devant les parlementaires, de sa volonté de prendre ce sujet avec « gravité et une totale détermination ». Gabriel Attal, porte-parole du gouvernement, «révolté», a, lui, estimé qu'il était «hors de question que de tels agissements puissent être tolérés dans notre pays».

Mais si **le livre de Victor Castanet** sonne par l'ampleur de l'enquête menée, le nombre et l'importance des sources interrogées, la maltraitance et la politique du moindre coût dans certains établissements à but lucratif sont des secrets de Polichinelle, sur lesquels les autorités de santé ferment les yeux.

**Et pour cause: après avoir abandonné tout un pan de la dépendance au privé, l'État se retrouve désormais dans l'impossibilité de taper du poing sur la table quand des dysfonctionnements sont mis au jour.**

Le cas de l'Ehpad Bords-de-Seine de Neuilly, géré par **Orpea**, est la parfaite illustration de cette hypocrisie générale. **Victor Castanet** en dresse un tableau effrayant en ouverture de son livre. L'établissement, a déclaré le ministre de la santé devant l'Assemblée nationale mardi 25 janvier, a fait l'objet «d'une inspection missionnée par l'agence régionale de santé en 2018 sur la base d'allégations moins graves [...] donc probablement que l'ARS [agence régionale de santé – ndlr] n'avait pas connaissance des faits établis dans le livre».

Mediapart a enquêté sur cet Ehpad il y a quatre ans exactement et publié une longue enquête fin janvier 2018. Nous racontions exactement les mêmes horreurs, derrière l'élégante vitrine: les draps

trempés d'urine ou d'excréments, ces personnes âgées qu'on laisse comme des enfants négligés des heures durant dans la même couche, ces résidents dénutris ou déshydratés qui, lorsqu'ils tombent la nuit, peuvent rester des heures au sol, faute de personnel. Notre journal a aussi documenté comment, par un drap bloquant la poignée, on enfermait les gens souffrant de démence dans leur chambre payée rubis sur l'ongle pour leur éviter de déambuler.

Mais pour l'**ARS** Île-de-France interrogée alors explicitement sur ces faits en 2018, tout allait très bien, madame la marquise. Toutes les

«réclamations» depuis 2016 avaient, selon l'agence, été «examinées», plusieurs rencontres organisées entre la direction

de l'établissement, l'ARS et le conseil départemental. L'établissement de Neuilly faisait même preuve depuis, nous assurait l'ARS, «d'une attitude positive et constructive». On mesure aujourd'hui le résultat.

**Mediapart** a également appris que le ministère du travail a retoqué le licenciement d'une déléguée du personnel l'an dernier, exerçant comme aide soignante à l'Ehpad Bords-de-Seine, signe sans doute d'une parfaite harmonie sociale.

Depuis le début de la crise du Covid, à l'échelle du groupe, cinq droits d'alerte ont été déposés par la **CGT** et portés à la connaissance de l'**inspection du travail**.

Ce syndicat dénonce également depuis de longues années auprès **des organismes de Sécurité sociale**

**Cramif et Carsat** le nombre anormal d'accidents du travail et de licenciements pour inaptitude. Un peu partout en France, devant les **ARS**, les salarié·es manifestent et «déballent», rappelle **Guillaume Gobet**, délégué syndical **CGT d'Orpea**. Sans parler des familles qui multiplient les courriers et trépignent devant l'incurie manifeste.

**Olivier Véran a également promis, mardi 26 janvier 2022, de diligenter si besoin une enquête approfondie sur les pratiques du groupe Orpea**. Là encore, des pages et des pages d'archives sont disponibles, rien que dans notre journal, sur sa conduite et celles de ses concurrents.

Le ministre pourrait aussi se renseigner auprès de ses propres administrations de contrôle, si le gouvernement auquel il appartient et les précédents

ne les avaient pas peu à peu désarmées. Les dossiers de litiges concernant **Orpea** s'empilent dans les **inspections du travail**, mais ce service public est exsangue et peine de plus en plus à remplir ses missions.

Les **ARS**, bras armés du ministère en matière de santé dans les régions, ne sont pas plus offensives, et notamment dans leurs missions de contrôle de

l'utilisation des deniers puisque, on ne le répétera jamais

assez, une bonne partie du business d'**Orpea** (comme celui des non moins problématiques **Korian** ou **DomusVi**) repose sur de l'argent public.

C'est l'affaire dans l'affaire, révélée par **Mediapart** La question dépasse bien largement le seul sujet **Orpea**. Les Ehpad perçoivent en effet chaque année une «**enveloppe soins**» de la part de l'assurance maladie et une autre au titre de la «**dépendance**» de la part des départements. **Orpea**, numéro un mondial des maisons de retraite, a reçu, en 2020 350 millions d'euros de la part de l'assurance maladie, seulement pour «**l'enveloppe soins**», d'après les chiffres de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (**CNSA**), transmis à **Mediapart**.

Si l'on en croit **Victor Castanet**, **Orpea** était prêt à payer très cher pour éviter que ces questions ne soient posées sur la place publique et arrachées aux seuls arbitrages des politiques et des cabinets. Dans son livre, notre confrère raconte qu'un «analyste financier [...] proche du fondateur d'**Orpea**» aurait proposé d'acheter son silence: «**Et s'il vous file 15 millions d'euros ? Je dis ça comme ça. Ça peut être une solution.**»

Source et texte (partiel): **Mediapart**, retrouvez l'intégralité du sujet dans les colonnes du quotidien.

<https://www.mediapart.fr/>



# Incompréhensible !

Voici le paradoxe, que **MédiaChartres** à relevé pour



vous.

Il est donc, interdit (pour cause de covid et variants) de consommer debout dans les bars et restaurants, mais à l'opposé, il est obligatoire d'être ...debout, pour assister à un match

**De quoi y perdre son latin ?**

**« Le protocole va être ajusté : les spectateurs pourront assister aux matchs debout »**





---

# BIENTÔT ICI ?

Constat d'un « ras le bol » et d'un « manque de pot »

radar anti-bruit



Il en sera bientôt terminé, du bruit généré par les « **roulants** » en Ville, mais cela concerne t'il également, les volants et autres sources, de nuisances sonore, bientôt un radar ?



Selon les informations de [MédiaChartres](#), les « **radars anti-bruit** », devraient prochainement, faire une apparition définitive dans toutes les Villes de France.

Les premiers contrevenants ont déjà été sanctionnés (après la période de test).

1. **contravention de 4ème classe**, comme prévu par l'article R318-3 du code de la route.



2. **amende forfaitaire** de 135€, minorée à 90€ en cas de paiement dans les 15 jours.
3. **article 92 de la loi n°2019-1428** du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.

<https://www.notre-planete.info/actualites/4888-radar-anti-bruit-Hyre-circulation-routiere>

**Concernant les bruits de voisinage, il s'agit d'un autre sujet.**

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000006190346/>

Claude Arffi



---

## PREMIER ARTICLE 2022

Pour ce 1er article de l'année, **MédiaChartres** a souhaiter donner un « écho» ,

à l'Association nationale;



## **ANTICOR** (pour anti-corruption)

**L'association, dispose de référents et d'une équipe active, sur le 28** (comme sur la France entière).

Pour connaître les actions, les procès en cours, et les autres sujets (...)

**voici le lien**, pour vous permettre de la découvrir, de vous tenir informé, de devenir adhérent, (ou même) **de rentrer en contact**.

<https://www.anticor.org/>

Yves Dubois

---

## **BONNE ANNÉE ...**

La rédaction et toute l'équipe de **MédiaChartres**, vous souhaite

le



meilleur en vous préservant du pire, pour toute l'année **2022**.

**MédiaChartres**

---

# JOYEUSES FÊTES DE FIN D'ANNÉE.

La Rédaction et toute l'équipe de **MédiaChartres**, vous souhaite à toutes et tous, de belles fêtes de fin d'années.



Nous vous donnons rendez-vous, à partir du 3 Janvier, pour de nouvelles infos et sujets très « **HOT** » !



---

## PRIME OR NOT PRIME ?

**MédiaChartres** s'efforce toujours de vous tenir informer de l'actualité (même en cache) !



Voici une info, qui nous laissent perplexes (...)

Les Français vont-ils **OUI** ou **NON** toucher la prime de 100

euros, promise par le Président E. Macron ?

Pour mieux comprendre, explication de texte:

# L'indemnité inflation de 100 euros menacée de suppression au Sénat



L'aide de 100 euros, versée à 38 millions de personnes gagnant moins de 2000 euros net, promise par le gouvernement, pourrait être retirée du projet de loi de

## **finances rectificative au cours de l'examen au Sénat. Le rapporteur général de la commission des finances et le groupe Les Républicains ont déposé un amendement de suppression.**

C'est une mesure symbolique qui risque de tanguer au Sénat. Après la revalorisation du chèque énergie versé à six millions de foyers, le gouvernement avait annoncé le versement entre décembre et février d'une « indemnité inflation », face à la hausse du prix des carburants. Le 21 octobre, Jean Castex a promis que cette aide forfaitaire de cent euros sera [versée automatiquement aux Français touchant moins de 2000 euros par mois](#). 38 millions de personnes seraient concernées, pour un coût total de 3,6 à 3,8 milliards d'euros, selon les estimations.

**La mesure, adoptée à l'Assemblée nationale la semaine dernière dans le projet de loi de finance rectificative pour 2021 (PLFR), est à présent soumise aux sénateurs, qui en débattront dans la soirée du 17 novembre.**

La droite, majoritaire au Sénat, va frapper fort. Bruno Retailleau, le président du groupe Les Républicains, [veut supprimer la disposition du texte](#). Le rapporteur général de la commission des finances, Jean-François Husson (LR), [défend un amendement similaire](#). Pour le sénateur, qui aiguillonne les débats budgétaires en séance, la mesure est mal ciblée et pourrait, in fine, se révéler inefficace, malgré son « coût élevé ». Les Républicains regrettent que la composition des foyers bénéficiaires ne soit pas prise en compte, ni même leur exposition à la consommation d'essence. Ils épinglent aussi l'effet de seuil de la mesure. L'aide est forfaitaire, sans

progressivité. « Une infirmière à domicile, qui a besoin de son véhicule plusieurs fois par jour, touchant 2 005 euros net, sera exclue de son bénéfice », déplore ainsi Bruno Retailleau, dans l'exposé des motifs de son amendement.

## « Un précédent dangereux »

Le rapporteur général s'interroge, quant à lui, sur les modalités de versement, là où le gouvernement défend une mise en œuvre « simple » et « efficace ». Elle sera versée par les employeurs à leurs salariés dans le privé, par l'État s'agissant des fonctionnaires, par les Urssaf dans le cas des indépendants, par les caisses de retraite pour les retraités, ou encore les Crous pour les étudiants.

« Les dispositifs qui seraient mis en œuvre pour prévenir les risques de doublons ou de fraudes dans le versement de l'indemnité ne sont pas connus à ce jour », s'inquiète Jean-François Husson. Lequel s'inquiétait également de la suite, en cas de poursuite de la hausse des prix, [lors de l'audition des ministres](#). À la veille de l'examen du projet de loi, il redoute toujours un « précédent dangereux ». « Elle tient plus du bricolage budgétaire que d'une politique énergétique courageuse », ajoute le chef de file de la droite sénatoriale, Bruno Retailleau.

**Mesure emblématique en faveur du pouvoir d'achat, l'article pourrait toutefois être rétabli par voie d'amendement par la majorité présidentielle ou le gouvernement, à l'Assemblée nationale, (a suivre) !**

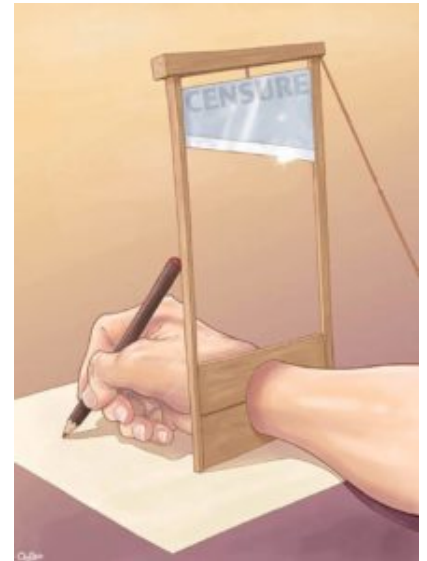
Publié le : 16/11/2021 source: Public Sénat  
Sandra Michelle

---



# UNE PRESSE LIBRE ET INDÉPENDANTE

**MédiaChartres**, est un média indépendant, qui existe pour la passion d'un journalisme libre, honnête, au service d'un public avide de vérité et à l'écoute de la société.



**-Une information libre et pluraliste est l'ultime condition de la démocratie-**

Aujourd'hui menacée par un système médiatique dominant qui nous inflige un agenda informatif aux ordres.

Elle est menacée par une concentration sans précédent des grands médias aux mains d'une petite dizaine de grandes fortunes qui imposent un complet diktat (...)

**Avec les aides et financements publics:**

<https://data.culturecommunication.gouv.fr/explore/dataset/aides-a-la-presse-classement-des-titres-de-presse-aides/table/?q=&disjunctive.annee>

Dans les régions, ce sont les titres indépendants qui viennent bousculer par leurs enquêtes,

une presse régionale souvent en « **situation de monopole et dépendante des pouvoirs locaux** » .



Avec de faibles moyens financiers et une farouche volonté, cette presse indépendante enquête, se bat, raconte, innove et dévoile !

**Pour soutenir la presse indépendante, regardez-la, écoutez-la, lisez-la, partagez-la !**

Yves Dubois

---

## MédiaChartres vous ouvre ses colonnes.

Vous souhaitez contacter [MédiaChartres](#), vous avez une « info » à nous communiquer, vous êtes victime d'un problème administratif (**non personnel**) ou témoin d'un événement ?

N'hésitez pas, à nous laisser vos coordonnées et le sujet (en quelques lignes) qui vous motive, nous vous contacterons le plus vite possible, merci.

**CONTACT:** [mediachartres.fr@orange.fr](mailto:mediachartres.fr@orange.fr)



**A bientôt.**

La Rédaction

---

## LE MONDE ET SA DETTE !

Pour **MédiaChartres**, le sujet est suffisamment grave, pour être abordé.



Il nous concerne toutes et tous, ainsi que nos descendance.

Les comptes publiques du Monde sont l'illustration même, du « **tonneau des Danaïdes** » !

Pour préserver la survie de l'humanité sur cette planète, il faudrait de suite, effacer l'ardoise au plan mondiale, et repartir de « 0 » en tenant compte du passé, mais es encore possible et en aurons nous l'intelligence ?

[https://blogs.mediapart.fr/h-sabbah/blog/101021/pandora-papers-arretez-de-vivre-au-dessus-de-nos-moyens?utm\\_source=20211010&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=QUOTIDIENNE&utm\\_content=&utm\\_term=&xtor=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20211010&M\\_BT=1654172231343](https://blogs.mediapart.fr/h-sabbah/blog/101021/pandora-papers-arretez-de-vivre-au-dessus-de-nos-moyens?utm_source=20211010&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20211010&M_BT=1654172231343)

et aussi,

[https://blogs.mediapart.fr/sad/blog/071021/les-fuites-du-rapport-du-giec-une-possible-declaration-de-guerre-civile-mondiale?utm\\_source=20211010&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=QUOTIDIENNE&utm\\_content=&utm\\_term=&xtor=EREC-83-\[QUOTIDIENNE\]-20211010&M\\_BT=1654172231343](https://blogs.mediapart.fr/sad/blog/071021/les-fuites-du-rapport-du-giec-une-possible-declaration-de-guerre-civile-mondiale?utm_source=20211010&utm_medium=email&utm_campaign=QUOTIDIENNE&utm_content=&utm_term=&xtor=EREC-83-[QUOTIDIENNE]-20211010&M_BT=1654172231343)

et pour nous,

[https://www.huffingtonpost.fr/entry/pandora-papers-dou-vient-ce-chiffre-de-11-300-milliards-de-dollars\\_fr\\_615b1c04e4b05040d1ddd62f](https://www.huffingtonpost.fr/entry/pandora-papers-dou-vient-ce-chiffre-de-11-300-milliards-de-dollars_fr_615b1c04e4b05040d1ddd62f)

J.C